

# Usage des archives dans l'historiographie des «années 68» en Suisse<sup>1</sup>

FRÉDÉRIC DESHUSSES

Je vais proposer un bref parcours dans l'historiographie des «années 68» en Suisse, parcours centré sur la question de l'usage des archives. Je montrerai d'abord que, autour du quarantième anniversaire de 1968, une séparation s'est établie entre une histoire par les acteurs – qui prévalait jusqu'alors – et une histoire par les historiens qui prend moins la forme d'un récit que celle d'une analyse et qui assume une volonté de comprendre la période de façon systématique. Je tâcherai ensuite de caractériser l'usage que les historiens font des archives – une notion que je propose provisoirement d'entendre dans le sens assez strict de document écrit ou iconographique produit durant la période considérée, excluant donc les témoignages. Il me semble en effet que la question centrale n'est plus celle de l'accès aux archives, mais bien celle de l'usage qui en est fait et des usages qui pourraient en être fait. C'est sur ces autres usages, ces autres manières d'aborder l'archive que je terminerai mon intervention.

Je veux dire en préambule que ma connaissance de l'historiographie helvétique est limitée notamment par une compréhension bien moins aisée que je ne le voudrais de l'allemand et aussi par le fait que mes références pour le reste de l'historiographie sont presque exclusivement francophones. Sans doute beaucoup de choses que je vais dire maintenant devraient-elles être nuancées pour ce qui concerne les travaux parus en Suisse alémanique. En outre, j'assume une position un peu particulière dans la mesure où je ne suis engagé dans aucun processus de recherche historique.

C'est, me semble-t-il, un fait significatif que la plus récente publication en français sur la période dite des années 68 en Suisse soit une tentative de synthèse. Je fais allusion ici à l'ouvrage de Damir Skenderovic et Christina Späti<sup>2</sup> paru à la fin de l'année dernière dans la collection *histoire.ch*. Cette collection, on le sait, doit être une sorte de «Que sais-je ?» de l'historiographie helvétique : une manière de faire connaître à un large public les problématiques que travaillent les chercheurs.

L'ouvrage ne manque pas de qualités. La mise en contexte – contexte international et contexte historique – est ainsi très réussie. L'historien français Xavier Vigna, dans un compte-rendu pour la revue en ligne *Liens socio*<sup>3</sup>, pointe un oubli : une seule grève (Savoy au Tessin) est mentionnée

1 Ce texte est une version légèrement remaniée de mon intervention lors de la soirée de vernissage du volume suivant ; Frédéric Deshusses et Stefania Giancane (coord.), *Traces et souvenirs de la contestation : Charles Philipona*, éditions d'en bas et Archives contestataires, Lausanne, Genève, 2013.

2 Damir Skenderovic et Christina Späti, *Les années 68 : une rupture politique et culturelle*, trad. Ursula Gaillard, éd. Antipodes & Société d'histoire de la Suisse romande.

3 <http://lectures.revues.org/10804>

alors que, en Suisse romande tout au moins les conflits chez Dubied, Sarcem, Matisa, les grèves dites sauvages dans la métallurgie genevoise ont eu une importance fondamentale dans la trajectoire politique d'un certain nombre d'acteurs du mouvement et une importance sociale et politique non négligeable<sup>4</sup>. Cette omission s'explique sans doute par les choix drastiques qu'imposent le format, mais peut-être surtout par une position de méthode qui se fonde sur le constat qu'«il n'existe aucune présentation du [mouvement de 68] pour l'ensemble de la Suisse» et qui consiste à adopter «un point de vue translocal et transrégional»<sup>5</sup> seul à même, selon les auteurs de permettre d'«interpréter les événements et les actions [...] dans une perspective historique globale.»<sup>6</sup> Dans cette perspective globale, une grève au Tessin vaut une grève à Genève, l'événement ayant alors valeur d'exemple, d'illustration – j'y reviendrai – plutôt que d'objet d'analyse ou de récit.

La volonté de comprendre globalement le mouvement était déjà affirmée dans les actes du colloque de 2008 parus l'année suivante, sous le titre *Une décennie mouvementée*<sup>7</sup>. Il s'agissait déjà de dépasser les approches locales et individuelles pour offrir une vue réellement panoramique du mouvement, pour mieux en cerner les contours (limites chronologiques, thématiques, etc.) Mais l'introduction et la conclusion de l'ouvrage annonçaient aussi l'entrée en jeu de problématiques de socio-histoire supposées favoriser une compréhension systématique des mouvements. Ainsi Studer et Schaufelbuehl demandent, en introduction au volume : «Qui étaient les activistes ? Jusqu'ici les données biographiques systématiques pour une approche prosopographique manquent. Que peut-on dire des origines sociales des soixante-huitards ? A quel âge se sont-ils engagés dans les mouvements, combien de temps restèrent-ils actifs ? Où étaient-ils organisés et cela arriva-t-il dans différents lieux au même moment ?»<sup>8</sup> C'est la fameuse approche prosopographique, poursuivie par le programme de recherche du FNS intitulé «Le mouvement de 68 en Suisse : le militantisme comme raison d'être et mode de vie» dirigé par Jean Batou et Brigitte Studer pour les Universités de Lausanne et Berne.

Cette volonté d'une approche globalisante, systématique, est aussi légitime que nécessaire. D'une part, elle permet de mettre à leur juste place les prises de positions politiques dont la mémoire du mouvement de 68 est souvent le prétexte. D'autre part, elle donne un cadre aux divers récits ou analyses de témoins et d'acteurs, récits aux ambitions plus ou moins historiques qui ont marqué l'historiographie des mouvements.

Les acteurs des mouvements des années 68 ont en effet très vite produit leur propre histoire immédiate, en Suisse aussi. Pour n'en citer que deux, dans deux styles très différents, Claude Muret publie son *Mao cosmique* en 1975 déjà à l'Âge d'homme et Dominique Gros publie *Dissidents du*

---

4 On s'en convaincra par exemple en lisant l'entretien avec Bernard Clerc publié dans notre volume : «Des livres dont on pense qu'ils sont indispensables à une perspective de changement social» in Frédéric Deshusses et Stefania Giancane (coord.), *op. cit.*, pp. 91-106.

5 Damir Skenderovic et Christina Späti, *op. cit.*, p. 8.

6 *Idem.*

7 Jannick Marina Schaufelbuehl (éd.), *1968-1978 : Ein bewegtes Jahrzehnt in der Schweiz – Une décennie mouvementée en Suisse*, Chronos, Zürich, 2009.

8 *ibidem* p. 19, ma traduction de l'allemand.

*quotidien* en 1987 aux éditions d'en bas<sup>9</sup>. Soit dit en passant, ce dernier ouvrage est – pour la Suisse romande du moins – une œuvre pionnière relativement à la place qu'elle donne aux archives. Outre ces deux ouvrages, l'examen de la bibliographie de *Que faire ?* que nous publions dans ce volume<sup>10</sup> montre bien une volonté d'analyse et de récit des luttes qui s'apparente à une forme d'histoire immédiate : récit de la grève à l'Hospice général, de la grève à SARCEM, etc.

On peut dire, en forçant un peu le trait, que les actes du colloque de 2008 et le plus récent ouvrage de Skenderovic et Späti marquent une forme de prise de pouvoir des historiens sur le récit historique de ces années, ou, pour le dire dans les termes de la sociologie de Bourdieu, une forme d'autonomisation des historiens.

Quelle est et quelle pourrait être la place des archives dans ce changement de cap historiographique ? C'est la question que je voudrais examiner maintenant.

La place faite aux archives dans les contributions aux actes du colloque de 2008 est importante. On y trouve sans surprise les fonds des Archives sociales suisses, d'Espace femme international où les archives du MLF genevois sont alors en cours d'inventaire, des fonds privés, des publications, etc. L'ouvrage de Skenderovic et Späti s'appuie sur des études de cas fortement documentées, parfois même suscitées par l'émergence d'archives, que l'on pense au travail de Julie de Dardel sur le MLF genevois, à celui de Benoît Challand sur la LMR ou encore à celui d'Angela Zimmerman sur le Parti communiste de Suisse marxiste-léniniste (PCS-ml).<sup>11</sup>

Les sources existent et les historiens les utilisent et les citent. Cela ne signifie pas que le travail de collecte, auquel se livrent les Archives contestataires, doit être considéré comme achevé. Au contraire, l'effort à consentir est encore important pour repérer, rassembler, inventorier les archives des mouvements. Toutefois, le silence archivistique que pouvaient constater les fondateurs de l'association *Mémoire de 68* en France n'est plus une réalité. L'accès est peut-être encore malaisé – le cas des archives de Rupture pour le communisme conservée dans la cave de la Librairie Basta ! à Lausanne est emblématique ; les sources sont lacunaires (quelles sources ne le sont pas?) ; il y a sans doute des efforts à faire pour leur valorisation, mais l'histoire des mouvements des années 68 en Suisse comme en France n'est plus une histoire sans sources. En outre, la nécessité de disposer d'archives accessibles, correctement inventoriées et durablement conditionnées est de mieux en mieux comprise par les acteurs des mouvements. Tout nouvel apport sera le bienvenu, mais le travail accompli en cinq ans par les Archives contestataires donne une base

9 Claude Muret, *Mao cosmique*, L'âge d'homme, Lausanne, 1975. Sur ce récit de la «commune de Préverenge», on lira : Michel Busch, «Au fond à gauche» in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* n°21 : «Contestations et mouvements 1960-1980», éditions d'en bas, Lausanne, 2005.

10 Frédéric Deshusses et Stefania Giancane, *op. cit.* pp. 105-106.

11 Julie De Dardel, *Révolution sexuelle et mouvement de libération de femmes à Genève 1970-1977*, Antipodes, Lausanne, 2007. Benoît Challand, *La Ligue marxiste révolutionnaire (1969-1980)*, Université de Fribourg, Cahiers ASTP n°6, 2000. Angela Zimmerman, *Maoisten in der Schweiz. Das lange rote Jahrzehnt der KPS/ML im Kontext der schweizerischen Linken, 1972-1987*, mém. lic. non publié, Zurich, 2006.

solide pour des travaux historiques fondés sur des documents. C'est précisément pourquoi je voudrais maintenant dire quelques mots de l'usage qui est fait des archives et des usages qui pourraient en être fait.

Le rapport qu'entretiennent les historiens de 68 avec les archives est, il me semble, très unidirectionnel. On peut relever deux processus convergents : soit une hypothèse est formulée, puis les archives viennent ou non la valider ; soit les archives viennent exemplifier un élément de théorie. Il est très remarquable que, dans la plupart des contributions aux actes du colloque, ce ne sont pas vraiment les archives qui déterminent les problématiques, ou du moins qui contribuent fortement à les déterminer. Il y a, pour cette période particulière, un usage encore très instrumental des archives. Le document illustre, éventuellement valide, mais il n'est pas un moteur de la problématique.

Cette situation a plusieurs causes, parmi lesquelles je voudrais citer l'importance encore grande de problématiques issues des sciences politiques dans les travaux historiques. Une problématique typique est la question de l'impact ou du bilan des mouvements.

Skenderovic et Späti écrivent ainsi, dans le chapitre «impacts et interprétations» de leur ouvrage, que «dans l'ensemble on peut dire que, dans le domaine politique, le mouvement de 68 n'a pas atteint ses objectifs immédiats [...] Il n'a pas non plus réussi à modifier fondamentalement les rapports de force et de pouvoir auxquels s'adressait sa critique anti-autoritaire et ses revendications concernant la participation.»<sup>12</sup> Dans sa contribution conclusive de *Une décennie mouvementée* (les actes du colloques de 2008), Jean Batou écrit pour sa part que «l'inachèvement de notre propos [historique] est indissociable de l'inaccomplissement même des aspirations de 68, qui travaillent encore nos sociétés au présent.»<sup>13</sup>

Cette ambition interprétative très large est bien entendu un corollaire de la volonté de comprendre globalement les mouvements des années 68. Cependant, la façon dont elle s'exprime – les notions de bilan, d'impact, d'accomplissement – sont des marques tangibles que la production historiographique porte encore la forte empreinte des premiers travaux académiques sur les mouvements, à savoir ceux de politologues comme Hans-Peter Kriesi<sup>14</sup> ou encore Marco Giugni et Florence Passy<sup>15</sup>. Dans de nombreux articles d'historiens parus ces dernières années sur ces mouvements, on peut constater l'usage, peut-être un peu répétitif, d'un vocabulaire issu des sciences politiques ou des sciences sociales anglo-saxonnes, notamment les deux expressions «répertoire d'action» que l'on doit à Charles Tilly<sup>16</sup> et «stratégie militante» dont l'origine est plus obscure, mais qui renvoie à une conception du monde social envisagé exclusivement comme le lieu d'une action rationnelle.

---

12 Damir Skenderovic et Christina Späti, *op. cit.*, p. 178.

13 Jean Batou, «Quand le monde s'invite en Suisse. Les années 68 au pays de Guillaume Tell», in Jannick Marina Schaufelbuehl (éd.), *op. cit.*, p. 298.

14 Hanspeter Kriesi et al. (dir.), *Politische Aktivierung in der Schweiz 1945-1978*, Rüegger, Diessenhofen, 1981.

15 Marco Giugni et Florence Passy, *Histoires de la mobilisation politique en Suisse : de la contestation à l'intégration*, L'Harmattan, Paris-Montréal, 1997.

16 Pour un retour réflexif de Tilly lui-même sur ce concept, on verra : «Ouvrir le répertoire d'action : entretien avec Charles Tilly» in *Vacarme*, n°31 printemps 2005.

Mon intention n'est pas, bien sûr, de plaider ici pour une séparation artificielle des disciplines ou de défendre la pureté de l'approche historique contre celle des politologues. Pourtant, pour ce qui est du rapport aux archives, il me semble que la relation unilatérale que je décrivais plus tôt est en partie déterminée par la prégnance des problématiques issues des sciences politiques et la part normative qu'elles comportent. Dès lors en effet qu'il s'agit pour lui d'établir un bilan ou de faire entrer les pratiques dans des cadres conceptuels pré-établis, l'historien s'empêche, au moins en partie, d'être à l'écoute de l'archive et il tend à l'employer de façon instrumentale.

Il me semble que l'on gagnerait parfois à modifier l'ambition problématique des travaux sur les années 68, pour s'approcher des documents, du langage des acteurs, de détails pratiques, d'éléments marginaux.

La parution en 2007 de l'ouvrage de Xavier Vigna sur l'insubordination ouvrière<sup>17</sup> marque à cet égard un changement dans l'historiographie. Vigna s'est laissé conduire par les sources : il dialogue constamment avec le matériau de son enquête pour déterminer la suite de celle-ci, pour forger sa problématique. Au final, sa description détaillée de la place des luttes ouvrières au sens très large est bien plus convaincante que la position certes bien argumentée mais fort mal étayée de la sociologue états-unienne Kristin Ross<sup>18</sup> sur le même sujet.

En ce qui concerne la Suisse, je voudrais mentionner la contribution de Nuno Pereira au volume *Rites, hiérarchies*<sup>19</sup>. À la faveur d'un questionnement proche de l'anthropologie et classique pour des périodes historiques antérieures (histoire moderne ou médiévale), Pereira s'intéresse à des manifestations apparemment anecdotiques de l'engagement militant : lever le poing, chanter l'Internationale, (dis)qualifier ses adversaires, se qualifier soi-même, etc. Son article parvient à décrire le tournant dirigiste de certaines organisations marxistes-léninistes, sur la base des traces des rituels militants.

Modifier l'ambition problématique, s'intéresser à des indices et donc considérer les archives comme un moteur de la problématique plutôt que les réduire à un rôle illustratif, cette démarche implique-t-elle de laisser de côté une approche systématique et globalisante des mouvements que les historiens suisses essaient de bâtir ? Les deux exemples que je viens de mentionner me semblent indiquer que non. Je voudrais, pour conclure, dire encore quelques mots à ce sujet.

On sait que les travaux méthodologiques de l'historien italien Carlo Ginzburg portent sur ce qu'il tient pour une fausse opposition entre approche systématique et approche indiciaire.<sup>20</sup> Pour Ginzburg, les indices sont valorisables dans le champ de la connaissance ; mieux, il n'y a pas de connaissance sans passer par l'indice, la trace. Dans son article

---

17 Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2007.

18 Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Complexes, Bruxelles, 2005.

19 Nuno Pereira, «Les habits neufs de la Nouvelle Gauche» in Françoise Briegel et Sébastien Farré (dir.), *Rites, hiérarchies*, Georg éditions, Genève, 2010.

20 Carlo Ginzburg, *Mythes, emblèmes, traces, : morphologie et histoire*, Verdier, Paris, 2011 [première édition française 1989].

fondamental précisément intitulé «Traces : racines du paradigme indiciaire», Ginzburg nous engage à admettre que : «l'existence d'une articulation profonde susceptible de rendre compte des phénomènes superficiels se trouve réaffirmée au moment même où l'on récuse la possibilité de sa connaissance directe.»<sup>21</sup>

Faut-il le dire explicitement ? Les «traces» du titre de l'ouvrage qui nous réunit ce soir ce sont celles que valorise Ginzburg. Cet ouvrage, ce *liber amicorum* selon la formule de Michel Porret<sup>22</sup>, relève de la micro-histoire, qui plus est d'une micro-histoire locale (quartier de Plainpalais, MSA, CDLC, un tract). Pour autant, il ne constitue pas un recul par rapport à la volonté d'une compréhension globale affichée dans l'historiographie récente. Au contraire, modestement, il suggère des pistes, proches des documents, proches des pratiques, susceptibles d'améliorer cette compréhension. Surtout, au cours du travail d'inventaire puis d'édition de nombreux indices sont apparus :

- comment décrire le volume réellement impressionnant de la production écrite interne d'un groupe comme le MSA/OLC ;
- que dire de la présence dans de si nombreux fonds de militants ou d'organisation de dossiers thématiques composés de coupures de presse découpées et classées dans des dossiers suspendus : comment ces fonds de documentation à usage personnel ou interne ont-ils été utilisés, l'ont-ils même été, qu'est-ce que les modes de classement révèlent des manières d'envisager le monde social ;
- quel rapport les groupes marxistes-léninistes ont-ils entretenus avec les stéréotypes langagiers du maoïsme : qu'a bien pu signifier le slogan «compter sur ses propres forces» pour un habitant de Plainpalais qui n'a pas lu le Petit livre rouge ? Trouve-t-on dans les archives des exemples d'ironie, de distance vis-à-vis de ces slogans ?

Voilà quelques traces, prises au hasard, dont il me semble qu'il ne serait pas sans intérêt de suivre les pistes qu'elles indiquent et qui, semblant peut-être nous en éloigner, pourraient au contraire nous rapprocher d'une compréhension globale des années 68.

---

21 Carlo Ginzburg, «Traces : racines du paradigme indiciaire» in *idem*, pp. 139-140. L'article est paru pour la première fois en italien en 1979.

22 Michel Porret, «Postface : Le chêne dans la bibliothèque» in Frédéric Deshusses et Stefania Giancane (coord.), pp. 165-176.